

Plainte contre Macron : interview exclusive pour RR de Thierry Rolando (Cercle Algérianiste)

écrit par Christine Tasin | 1 mars 2017



Interview de Thierry Rolando, propos recueillis par Christine Tasin pour *Résistance républicaine*

Résistance républicaine : *Thierry Rolando, vous êtes le Président de la plus importante association des Français d'Algérie*[\[1\]](#), pouvez-vous nous la présenter rapidement avant d'en venir aux propos d'Emmanuel Macron ?

Thierry Rolando : Les Cercles Algérianistes[\[2\]](#) sont présents sur l'ensemble de notre territoire métropolitain et en Nouvelle Calédonie. Ils existent depuis 44 ans et regroupent environ 10 000 adhérents et lecteurs de notre revue.

Notre objet est de défendre une histoire, une culture méditerranéenne originale d'un peuple en création. Depuis 1962 surtout, on nous appelle Pieds Noirs, terme péjoratif au départ, mais nous nous le sommes réappropriés. Suite au traumatisme de l'exode, aux multiples spoliations et au nettoyage ethnique dont nous avons été victimes, nos anciens avaient d'abord défendu des intérêts économiques et des questions d'indemnisation[3]. Longtemps, pour des familles déseparées, il nous a fallu les aider à faire face aux conséquences **des milliers de disparus c'est-à-dire d'hommes, de femmes et d'enfants dont on est toujours sans nouvelle.** À la fin des années soixante-dix, le ministre Michel Poniatowski avait révélé l'existence de camps d'internement. Faits confirmés par Boumediène en personne qui souhaitait ainsi faire pression sur la France. Ce dossier est encore ouvert.

La création des cercles s'appuie sur l'idée d'un destin commun, d'une mémoire et d'une culture commune des Français d'Algérie toute ethnie et toute religion confondue. Nous sommes sur tous les combats de la mémoire. Nous nous battons également pour le respect de nos morts ensevelis en terre algérienne et dont les sépultures sont saccagées. Nous nous battons enfin pour les ouvertures des archives pour rétablir « l'Histoire vraie »[4]. Malheureusement, avant même la fin de la prescription, nous savons qu'en France des boîtes ont été vidées et nous ne parlons pas de l'Algérie où leur accès est simplement impossible.

Symbole de toutes nos luttes, évoquons la date du 19 mars. Juridiquement, diplomatiquement, humainement c'est une ignominie. Il y a eu plus de victimes après le 19 mars qu'avant. Le gouvernement français d'alors porte une lourde responsabilité. Vous comprendrez que, pour nous, fêter l'ignoble nous étrangle. Il faut comprendre que cette date est utilisée par les porteurs de valises qui ont combattu contre la France et leurs héritiers sous le couvert fallacieux de la paix des mémoires.

Résistance républicaine: *Venons-en aux propos du candidat à l'élection présidentielle, favori des sondages et des médias, Emmanuel Macron. Qu'en avez-vous pensé ?*

Thierry Rolando : Ces propos sont à la fois insupportables sur la forme et sur le fond.

Choquants sur la forme, car on aurait pu penser que pour un homme qui se prétend un homme neuf, qui veut faire de la politique autrement, pour un homme qui dit vouloir rassembler, il aurait évité de blesser et de mettre de l'acide sur les plaies. Notre premier constat a été qu'il pris le chemin de ses prédécesseurs qui trouvaient de bon ton d'aller se faire adouber auprès d'un régime moribond, corrompu et honni par sa population dont l'échec depuis cinquante ans est patent.

Pour ce régime, le ressentiment vis-à-vis de l'ancienne puissance coloniale est un leitmotiv et ce alors même que paradoxalement la population réclame des visas comme lors de la visite de Jacques Chirac. Donc il s'inscrit dans le même sillage que ses prédécesseurs mais en pire, puisqu'il a fait avec la notion de crime contre l'humanité de la surenchère. Ses propos sont d'autant plus insupportables qu'il les prononce sur un média algérien à l'étranger. On connaît les degrés de liberté de la presse algérienne, c'est pour cela que l'on peut affirmer qu'il se place en collaborateur servile du régime finissant de Bouteflika.

Résistance républicaine : *et sur le fond ?*

Thierry Rolando : inadmissible sur le fond, car sa démarche de repentance n'aura fait que se surajouter aux autres, celle des précédents Présidents de la République, des ministres ou même celle de nos ambassadeurs en Algérie.

Je résumerai le raisonnement comme suit : *Il existait en Algérie un État où régnait une harmonie, l'intervention française y a amené le désordre, après le grand soir l'harmonie reviendra.*

Tout dans ce raisonnement est faux. L'harmonie initiale n'était en fait que razzias, rapine, épidémie, famine et d'État même pas l'ombre d'un commencement. Seul le mythe fait exister un quelconque nationalisme. Il préexistait à l'arrivée des Français un ensemble de tribus souvent en guerre sous le joug ottoman dont l'essentiel de l'économie était basé sur la piraterie et le commerce d'esclaves pour l'essentiel européen.

Le désordre de la France a été, en fait, une ère de prospérité avec un accroissement de la population, l'éradication des maladies et de nombreuses découvertes dans le domaine médical, la création de ports, d'aéroport de voies de chemins de fer et un réseau routier considérable dont le pays actuel n'arrive même pas à assurer l'entretien malgré la manne pétrolière mise en exploitation par les ingénieurs français (95 % du PIB). Le pays exportait des denrées alimentaires, aujourd'hui il en arrive à importer même les hydrocarbures.

Les Algériens savent que la nomenklatura FLN s'est servie sur son dos et a placé son argent à l'étranger, en particulier en France. L'harmonie qui devait suivre, n'est qu'une corruption éhontée qui a donné lieu à une guerre civile appelée « décennie noire ». L'aspect religieux n'est que la conséquence de l'introduction du salafisme et de l'exploitation politique de l'islam commencés dans les années cinquante.

Tous les experts savent que ce pays est au bord du gouffre et que des drames humains sont en perspective. Sa seule exportation en progression est celle de ses « harraga »^[5] d'où la constante augmentation de demande de visas et le flux croissant de clandestins.

Résistance républicaine: *Comment expliquez-vous le choix de nos responsables politiques « d'aller à Canossa » c'est-à-dire de se soumettre aux injonctions des maîtres d'Alger?*

Thierry Rolando : En effet, l'Algérie est un des rares pays,

qui est devenu un passage obligé de nos hommes politiques prétendant à la magistrature suprême. Comme si l'adoubement d'Alger était un rite pour gagner en carrure politique. Comme en 1958, l'avenir de la Ve République se négocierait-il encore à Alger ? En fait ces responsables cherchent à glaner des voix et la paix sociale. Leurs interlocuteurs algériens le savent bien et les instrumentalisent à leur tour pour cautionner leur désastreuse politique. Ils se délectent de voir nos hommes politiques et nos intellectuels venir encenser leur mythe idéologique et faire accroire que la France est toujours responsable des maux de l'Algérie. Quand le régime chutera, le peuple pourrait alors se retourner contre la France pour lui réclamer des comptes pour avoir contribué à cette manipulation. Cet aveuglement de nos responsables est à terme catastrophique.

Nos politiques esquivent plusieurs paradoxes qui auraient dû les alerter. Comment expliquer que plus de cinquante ans après, on assiste à la ruée des descendants de ces soi-disant victimes, vers le pays qui a soi-disant commis tant de crimes ? A-t-on vu les juifs se précipiter en Allemagne à la fin de la Seconde Guerre mondiale ? Ou les Arméniens revenir massivement en Turquie ?

Le pire, c'est que beaucoup, en particulier les intellectuels algériens, ne sont même pas reconnaissants des opportunités offertes. Accueillis en France, ils s'y installent, prospèrent mais continuent à dénigrer leur pays d'accueil.

Permettez-moi d'attirer votre attention sur cet autre paradoxe. Beaucoup de ces nouveaux nationaux, issus des accords d'Évian et des politiques de rapprochement familial depuis les années soixante-dix, ont des récriminations permanentes contre la France. Ce comportement tranche singulièrement avec celui de nos parents, eux aussi pour beaucoup issus de l'émigration à la fin du XIXe siècle qui se sont toujours sentis plus français que les Français. Ils l'ont même payé au prix fort. Dans leur combat des Français

métropolitains les avaient rejoints, nous regrettons qu'ils ne furent pas plus nombreux. Malgré des taux de mobilisation, au moment des deux guerres mondiales, supérieurs à ceux de leurs compatriotes de métropole, ils ont été longtemps considérés comme des Français de seconde zone, au patriotisme suspect. Il serait plus que temps que la nation leur rende hommage en commémorant comme il se doit leur rôle essentiel dans la campagne d'Italie et dans le débarquement de Provence. Il serait temps aussi d'arrêter de diaboliser leur sursaut patriotique dans les années soixante. C'est au nom des droits de l'Homme et de la résistance à l'oppression (spoliations, massacres, etc.) qu'ils se sont légitimement révoltés.

Résistance républicaine : *Qu'est-ce qui différencie les propos d'E Macron et qu'est-ce qui justifie votre plainte ?*

Thierry Rolando : Pour en revenir aux propos d'Emanuel Macron qui ne sont que la partie émergée et réactualisée de ce qu'un auteur a appelé « le mensonge français », un nouveau palier dans la gravité a été franchi. E Macron a provoqué non seulement l'émotion mais aussi la colère[6].

D'une part, il ne demande pas au gouvernement algérien de reconnaître les crimes que le FLN dont certains dirigeants encore au pouvoir, a commis il y a cinquante ans[7]. Ce pourrait être une démarche constructive et commune de réconciliation. Non, il va encore plus loin, il utilise une notion qui fait référence au drame des drames : la Shoah. La notion de crime contre l'humanité est issue du tribunal de Nuremberg[8]. Le Tribunal militaire international définissait les « crimes contre l'humanité » comme « l'assassinat, l'extermination, la réduction en esclavage, la déportation, et tout autre acte humain commis contre toutes les populations civiles, avant et après la guerre » et surtout il en désignait les responsables « comme les dirigeants, organisateurs, provocateurs ou complices qui ont pris part à l'élaboration ou à l'exécution d'un plan concerté ou d'un complot pour commettre l'un quelconque des crimes ci-dessus définis ». Sans

aucun doute sous cet angle-là le passé colonial ne relève pas du crime contre l'humanité, à moins de poursuivre un autre but que je vais essayer d'explicitier.

Suite au procès Barbie, certains ont voulu faire évoluer la qualification de crime contre l'humanité. Ils cherchent en particulier à la faire appliquer à l'esclavage. L'intérêt pour certains groupes de pression consiste à l'instrumentaliser pour obtenir une rente éternelle du fait de l'imprescriptibilité. Les crimes ne seraient plus comme à Nuremberg individuels mais deviendraient collectifs. Si crime il y a, les fils seraient directement, pénalement et surtout financièrement responsables des crimes de leurs pères et de leurs aïeux. Il faut garder présent à l'esprit que l'institution judiciaire a longtemps cheminé pour s'extraire des responsabilités collectives de justice plus archaïque vers des responsabilités individuelles.

Donc si l'on parle de crime contre l'humanité, il faut nommer les criminels. Pourrait-il y avoir des crimes sans criminel ? Il est absurde de remonter le cours de l'histoire, comme il serait absurde de convoquer devant la justice Jules Ferry, Napoléon, Charles X, Tocqueville Lamartine ou Victor Hugo. Peut-être pourrait-on même remonter convoquer l'homo sapiens pour l'extermination de l'homme de Néandertal. Tout cela est profondément absurde. Méfions-nous de ceux qui pourraient avoir comme objectif de nous imposer une nouvelle loi mémorielle pour interdire sous peine de négationnisme toute opposition à une doxa historique. C'est une vieille tradition de la gauche stalinienne qui reconvoque l'Histoire en la décontextualisant à des fins politiciennes. C'est une démarche perverse, nécessairement anachronique mais surtout hémiplégique destinée à la culpabiliser l'Occident accablé de tous les maux. Car jusqu'où remonter le temps, aux Romains dans leur conquête de la Gaule, aux Ottomans dans l'asservissement de l'Afrique du Nord^[9], aux Arabes dans la conquête du Maghreb, de l'Espagne et du sud de la France

pendant mille ans, aux Anglais ou aux Irlandais dans leur conquête de l'Ouest américain pour lesquels on est encore loin d'évoquer le crime contre l'humanité dans la gestion des natifs indiens, etc. Je crains qu'à ce rythme-là on ne mette la moitié de l'humanité en examen. Attention certains seront à la fois descendants de victime et de bourreau, peut-être les chantres de cette nouvelle conception du crime contre l'humanité nous expliqueront comment faire.

On peut sans recourir au crime contre l'humanité admettre un assujettissement politique et social du colonisé qui ne fut pas déshumanisé.

Sur la brutalité de la conquête, on n'oubliera pas alors d'évoquer les tueries sanguinaires avant l'arrivée de la France, celles entre tribus, celles d'Abd el Khader contre les juifs à Mascara ou contre les esclaves qui voulaient fuir son emprise [\[10\]](#). Bien sûr on fera toute la clarté sur les enfumades. Etc... Tout le monde le comprend bien ce qui est inacceptable, c'est de ne retenir qu'une histoire à charge et de masquer ce qui ne convient pas.

Sur les dépossessions foncières et le concept de « génocide économique », la confrontation du système capitaliste ou moderne avec les systèmes ruralo-tribaux traditionnels a été violente dans ses dimensions sociales mais pas plus ni moins que les nombreuses métamorphoses économiques durant le XIXe et le XXe siècle. Qualifierait-on le mouvement des enclosures dans l'Angleterre du XVIe et XVIIe siècle de génocide et de crime contre l'humanité. L'exode rural vécu par une grande partie de la population française a été brutal et a conduit à une profonde aliénation. L'entrée dans la modernité pour beaucoup de populations ne s'est pas faite en douceur et elle fut toujours paradoxale, d'un côté la destruction « d'un équilibre social et culturel » d'un monde ancien de l'autre les acquis d'une modernité (espérance de vie, dynamisme économique, etc.). Chacun peut penser ce qu'il veut de ces évolutions mais doit-on pour autant en parler sous forme de

génocide et de crime contre l'humanité?

Enfin j'aborderai, le dernier argument utilisé celui du « génocide culturel et religieux ». **La France n'a pas combattu l'islam en Algérie, c'est même tout le contraire et c'est justement ce qui posa problème.** Dans le traité de capitulation du Dey D'Alger, De Bourmont s'engageait à respecter le culte mahométan. Ce faisant, la fin du XIXe siècle est traversée par le débat sur l'assimilation. Certains dont les juifs seront assimilés (sauf ceux de la Saoura) en 1870. D'autres plus tardivement en 1889 pour les étrangers que l'on qualifiera péjorativement de « néofrançais ». Pour les musulmans comme pour les juifs, le débat fut ouvert de quitter le statut personnel autrement dit « la Charia » pour les musulmans. L'administration française y a renoncé sur demande des responsables musulmans. Il s'est donc installé un régime double avec un choix ouvert mais qui correspondait pour les musulmans qui feraient le choix d'être assimilés à une apostasie, donc un crime au regard de l'islam. Que certains se soient vite accommodés de cette situation, sûrement, qu'il y eut des dérives sécuritaires avec le statut de l'indigénat, sûrement aussi, mais la logique chronologique est claire. C'est sur ce terreau que dans les années vingt et trente s'est inoculée la pensée salafiste suite à la disparition du califat. Elle se transformera petit à petit en arme d'assaut anti-française comme le soulignait Augustin Berque. **Les réticences et les obstacles que la France coloniale a posés à l'arabisation et à l'islamisation en Algérie, ne relèvent donc que du politique et de la conscience que ces vecteurs culturels entravaient la promotion de ses valeurs républicaines.**

Résistance républicaine : *Vos propos éclairent la manipulation idéologique. Ils montrent toute l'absurdité et la perversité de leur utilisation à propos de la colonisation. Quels objectifs poursuivez-vous au travers de la plainte contre E Macron ?*

Thierry Rolando : Ne prenons pas à la légère cette perversité.

Elle s'applique spécifiquement à la France. Le plus grave c'est qu'elle est encouragée par certains de nos universitaires qui cherchent à nous faire oublier leurs racines idéologiques trotskistes et communistes. Cette perversité divise les Français, entre ceux qui y succombent et ceux qui y résistent. Les Français d'Algérie sont à la pointe de ce combat. Ils l'ont vécu dans leur chair et ne l'oublieront jamais. Camus parlait des histrions qui battent leur coulpe sur celle des autres. J'ai demandé à Maître Goldnadel d'instruire notre plainte.

J'appelle tous ceux qui sont lassés et qui refusent que l'on bafoue et que l'on salisse l'œuvre française à nous rejoindre. La déclaration d'E Macron fait injure à toute la population française, à nos savants, à notre armée et bien sûr en particulier aux Français d'Algérie. Il nous faut montrer que l'on ne peut pas tout dire en toute impunité. Au-delà de son propos, E Macron devient un symbole d'une médiocrité intellectuelle portée au pinacle par une caste qui méprise le peuple français.

Cette plainte se veut le fer de lance d'un ensemble d'actions (protestations écrites, téléphoniques, manifestations comme à Toulon ,...). **Nous en appelons à la mobilisation de toutes les associations de Français d'Algérie autour des Cercles, mais aussi à un sursaut des amoureux de l'œuvre française.** Beaucoup d'associations d'anciens combattants nous ont d'ores et déjà rejoints, d'autres mouvements qui ont une conscience aiguë des dérives idéologiques dans lesquelles nous sommes engagés nous contactent. J'en appelle à la coordination de la riposte.

Nous ne rentrerons pas dans le champ du combat politicien. Ce n'est pas notre rôle. Nous respectons les choix de nos concitoyens et en particulier de ceux qui s'engagent à nos côtés. Nous nous plaçons uniquement comme lanceurs d'alerte. Notre combat ne concerne pas uniquement le passé mais aussi l'avenir. On ne construit rien sur du sable, comme ici sur des mensonges.

Stop à la haine de soi ! Stop à la manipulation idéologique et

à l'instrumentalisation de l'Histoire à des fins politiciennes ! Nous avons un profond mépris pour les revendications des anciens terroristes qui essaient de faire oublier leurs crimes. Mais notre combat est surtout à destination de certains de nos compatriotes « idiots utiles » d'une idéologie mortifère pour notre unité nationale.

Résistance républicaine : *Merci Thierry Rolando d'avoir accepté de répondre aux questions de Résistance Républicaine*

Thierry Rolando : Merci à vous Christine Tasin de m'avoir permis de m'exprimer sur votre site. Pour ceux qui veulent nous rejoindre dans ce combat nous restons en contact par votre intermédiaire.



<http://www.cerclealgerianiste.fr/splash.html>

[1] Dénomination qui regroupe tous ceux fidèles à la France de toutes confessions, de toutes ethnies, de toutes origines

[2] Le terme algérieniste est tiré de l'école algérieniste, écrivains qui pensaient qu'il y avait une culture originale, une école de pensée des peuples de la Méditerranée.

[\[3\]](#) De nombreuses autres associations ont existé et existent pour défendre des intérêts plus spécifiques. Nous oeuvrons de concert tous ensemble.

[\[4\]](#) Formule à la Macron

[\[5\]](#) Haragas, ce sont les jeunes adossés au mur, littéralement qui tiennent les murs.

[\[6\]](#) Le « je vous ai compris » était une provocation.

[\[7\]](#) Pour le cas, le massacre d'Oran ou celui des Harkis devrait être reconnu comme crime contre l'humanité, des plaintes sont en cours.

[\[8\]](#) Rappelons que le mufti de Jérusalem qui avait soutenu Hitler dans ces crimes fut épargné de cette juridiction grâce à la volonté du gouvernement français de l'époque à la barbe des anglo-saxons.

[\[9\]](#) Dans sa loi mémorielle Madame Taubira a pris soin d'écartier l'esclavage réalisé par les arabo-musulman encore actif. Lors de l'arrivée des français en 1830, il y avait à Alger un millier d'esclaves européens.

[\[10\]](#) Dans un esprit de conciliation, cinquante furent décapités une fois remis par la France auprès de laquelle ils pensaient trouver refuge